



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

pouvoir d'achat

Question écrite n° 67980

Texte de la question

C'est notoirement prouvé : de trop nombreux produits ont un prix largement plus élevé en France que chez ses partenaires européens. Les organisations de consommateurs ainsi que la presse spécialisée ont noté un écart plus que spectaculaire de plus de 40 % sur les produits de consommation courante en hypermarché entre la France et la Belgique. Il en est de même sur les billets d'avion où des différences de près de 70 % ont été enregistré pour une même destination. Les services bancaires sont eux aussi épinglés : on a constaté, par exemple, que la France est deux à trois fois plus chère en la matière que l'Allemagne, les pays ibériques et les pays du Bénélux. Par ailleurs, une étude de l'Autorité de régulation des télécommunications révèle que la minute de communication coûte 64 % plus chère en France qu'au Royaume-Uni. Mais ce phénomène très inquiétant touche tous les domaines : pour des médicaments non remboursés, la différence atteint 37 %, de 10 % à 20 % de différence pour une petite voiture entre la France et les pays du Bénélux, l'Italie, l'Espagne, plus de 20 % pour l'électronique grand public. Or, en 1997, la France était pourtant considérée par les organisations de consommateur et les économistes comme l'un des pays les moins chers d'Europe. Mais ces derniers suspectent grandement des ententes illicites entre entreprises sur notre sol pour empêcher toute réelle concurrence et donc, par voie de conséquence, des prix à la consommation plus acceptables pour nos concitoyens. La situation est telle qu'elle exige du Gouvernement une action particulièrement vigoureuse. En conséquence, et sachant que nos concitoyens traversent actuellement l'un des pires crises du pouvoir d'achat qu'ils aient connu depuis fort longtemps, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de lui indiquer, à la fois, sa position et les mesures urgentes qu'il entend prendre au sujet de ce dossier.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 67980

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 juin 2005, page 6190